



Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des révolutions du XIXe siècle

55 | 2017

Les écoles du peuple à l'ère des révolutions
(1815-1880)

Vers l'« éducation universelle »

La Société pour l'instruction élémentaire, un pôle de la circulation transnationale des savoirs pédagogiques (1815-1833)

Toward "Universal Education": the Société pour l'instruction élémentaire as a Hub for Transnational Circulation of Pedagogical Knowledge (1815-1833)

Auf dem Weg zur "universalen Bildung". Die Société pour l'instruction élémentaire, ein Knotenpunkt der transnationalen Zirkulation pädagogischen Wissens (1815-1833)

Caroline Fayolle



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/5320>

DOI : 10.4000/rh19.5320

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2017

Pagination : 27-42

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

Caroline Fayolle, « Vers l'« éducation universelle » », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 55 | 2017, mis en ligne le 01 décembre 2019, consulté le 05 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/5320> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rh19.5320>

Tous droits réservés

CAROLINE FAYOLLE

*Vers l'« éducation universelle ».
La Société pour l'instruction élémentaire,
un pôle de la circulation transnationale
des savoirs pédagogiques (1815-1833)*

Lors de l'assemblée générale de la Société pour l'instruction élémentaire du 15 mai 1829, son secrétaire Charles Renouard déclare : « Notre Société est fille de la paix. Contemporaine de la Restauration, elle est née au moment où les communications, rouvertes entre les peuples, leur ont permis de s'entraider pour marcher de concert dans les voies de la civilisation »¹. La Société pour l'instruction élémentaire (SIE)² est fondée le 17 juin 1815 par le baron de Gérando, Charles-Philibert de Lasteyrie et Alexandre de Laborde, philanthropes de la nébuleuse libérale, afin de réformer et développer les écoles destinées aux pauvres³. De sa création en 1815 à la monarchie de Juillet, elle propose un modèle éducatif libéral qui s'oppose à la fois à la mainmise des congrégations sur l'enseignement et à l'instauration d'un système scolaire placé sous l'égide de l'État⁴. Financée par souscriptions, la SIE compte dès ses débuts plusieurs centaines de membres (641 en 1816). Après une baisse qui s'amorce en 1819⁵, le nombre de ses souscripteurs connaît un rebond à la fin des années 1820 jusqu'à avoisiner le chiffre de 1 500⁶.

Le but premier de ce réseau de sociabilité, qui réunit des philanthropes, des pédagogues et des savants, est de diffuser dans les écoles françaises la méthode mutuelle théorisée par Bell et Lancaster en Angleterre⁷. Mais la SIE cherche également à s'inspirer de l'ensemble des nouvelles méthodes,

1. Charles Renouard, « Discours à la séance du 15 mai 1829 », *Bulletin de la Société pour l'instruction élémentaire*, n° 5, mai 1829, p. 81. Il est à noter que le projet de création de cette société a été conçu, non pas en période de paix, mais lors de l'épisode des Cent-Jours.

2. Nous précisons que l'acronyme SIE, utilisé ici pour faciliter la lecture, n'est pas d'époque.

3. Sur la création de la SIE, cf. Catherine Duprat, *Usage et pratiques de la philanthropie*, tome 2 : *Pauvreté, action sociale et lien social, à Paris, au cours du premier XIX^e siècle*, Paris, Comité d'histoire de la sécurité sociale, 1997, p. 1025-1027.

4. Nicolas Roussellier, « La culture politique libérale », in Serge Berstein [dir.], *Les cultures politiques en France*, Paris, Éditions du Seuil, 2003 (rééd. 1999), p. 114.

5. Arch. nat. (Archives nationales), 138AP/356, fonds Daru. Liste des membres pour l'année 1819.

6. *Bulletin de la Société pour l'instruction élémentaire*, n° 5, mai 1829, p. 82-83.

7. François Jacquet-Francillon, *Naissances de l'école du peuple 1815-1870*, Paris, Les éditions de l'Atelier, 1995.

qui fleurissent alors en Europe, pour réformer les « écoles du peuple ». Il s'agit aussi d'œuvrer à leur exportation dans les différentes régions du monde afin d'étendre les « progrès de la civilisation »⁸. Son ambition est ainsi de soutenir « la grande cause de l'éducation universelle »⁹ dont les progrès sont régulièrement relatés dans le *Journal d'éducation*, organe de presse de la SIE qui devient en 1829 le *Bulletin pour l'Instruction élémentaire*. Pour cela, la SIE constitue un réseau de pédagogues européens et noue des liens avec des sociétés savantes poursuivant des objectifs similaires à l'étranger. De plus, ses membres s'emploient à traduire des ouvrages relatifs à la pédagogie et entreprennent des voyages d'observation visant à recueillir, comparer et diffuser des méthodes éducatives étrangères.

Croisant des perspectives généralement dissociées en histoire de l'éducation, cet article se propose d'analyser conjointement le rôle des acteurs de la SIE dans la circulation transnationale des pédagogies nouvelles, d'étudier le contenu de ces méthodes d'enseignement et enfin d'interroger les enjeux politiques qu'elles soulèvent. Pour cela, il importe de restituer les rapports de force qui opposent sous la Restauration les philanthropes libéraux de la SIE aux congrégations enseignantes. Ces dernières, qui trouvent des alliés politiques parmi les Ultras, accusent la méthode lancastrienne de saper l'autorité du roi-maître dans sa classe et de diffuser auprès du peuple des principes irréligieux et contraires au maintien de l'ordre social¹⁰. Si la SIE se défend officiellement de vouloir concurrencer l'Église dans le domaine de l'éducation des pauvres, elle promet dans les faits des méthodes qui ont la caractéristique de s'être construites contre la pédagogie ecclésiastique jugée autoritaire et inefficace. Se définissant comme des héritiers des Lumières, les philanthropes de la SIE estiment que ces nouvelles méthodes, définies comme rationnelles, voire scientifiques, sont des vecteurs du Progrès. Pour autant, ce projet d'« éducation universelle » est traversé de tensions qui se cristallisent autour de la notion de civilisation. Définie comme un processus dynamique permettant de dépasser les replis nationaux, la civilisation nourrit également une mise en concurrence des nations et constitue un critère pour hiérarchiser les peuples dont certains sont jugés « en retard » dans la marche du Progrès.

8. Edme François Jomard, « Rapport général sur la situation et les progrès de l'instruction élémentaire en France et à l'étranger », *Bulletin de la Société pour l'instruction élémentaire*, n° 43, juillet 1832, p. 155.

9. *Ibidem*, p. 131.

10. Christian Nique, *Comme l'école devint une affaire d'État (1815-1840)*, Paris, Nathan, 1990.

CONSTITUER DES RÉSEAUX TRANSNATIONAUX D'EXPERTS DE L'ÉDUCATION POPULAIRE

Un réseau de sociétés philanthropiques

Comme la plupart des libéraux français, les membres de la SIE sont de fervents anglophiles. L'Angleterre est considérée comme la nation la plus « avancée », tant sur le plan des institutions politiques, que sur celui du développement de l'éducation des pauvres¹¹. Elle constitue d'autant plus un exemple à suivre pour la SIE que l'éducation populaire y est avant tout portée par des sociétés philanthropiques¹². Dans un contexte où les libertés de réunion et d'association sont limitées en France – ce qui contraint les opposants à imaginer de nouvelles modalités de rassemblements comme les banquets ou les cortèges des funérailles politiques¹³ –, la vitalité du mouvement associatif anglais suscite l'admiration des libéraux de la SIE. Le juriste Alphonse Taillandier, alors un des secrétaires de la société, le souligne lors d'une assemblée générale en 1829 :

« L'Angleterre est la contrée sur laquelle on se reporte naturellement la première, lorsque l'on doit étudier l'une des parties qui composent l'histoire de la civilisation. Là, l'esprit d'association est mieux compris qu'ailleurs; aussi les fruits qu'il produit sont-ils nombreux. Les sociétés qui ont pour but la propagation des meilleures méthodes d'enseignement y sont très florissantes, et s'y occupent, avec la plus louable activité, de remplir la mission qu'elles ont adoptée »¹⁴.

Cette idée est aussi relayée par le baron de Gérando¹⁵, co-fondateur de la SIE, qui voit dans le modèle d'organisation sociétaire et décentralisé de l'éducation des pauvres en Angleterre la clé du progrès¹⁶. Une société philanthropique anglaise, la *British and Foreign School Society* (BFSS)¹⁷, constitue pour

11. Sur les transferts politiques et culturels entre France et Angleterre cf. Sylvie Aprile, Fabrice Bensimon [dir.], *La France et l'Angleterre au XIX^e siècle. Échanges, représentations, comparaisons*, Paris, Créaphis, 2006. Parmi les voyageurs qui ont favorisé ces transferts entre la France et l'Angleterre, on peut citer Charles Dupin qui est membre de la SIE en 1816. Cf. Carole Christen, François Vatin [dir.], *Charles Dupin (1784-1873). Ingénieur, savant, économiste, pédagogue et parlementaire du Premier au Second Empire*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Carnot », 2009.

12. William Brewer Stephens, *Education in Britain, 1750-1914*, Basingstoke (GB), Macmillan, New York, St. Martin's press, 1998. Sur le modèle philanthropique anglais, cf. Françoise Barret-Ducrocq, *Pauvreté, charité et morale à Londres au XIX^e siècle : une sainte violence*, Paris, PUF, 1991.

13. Vincent Robert, *Le temps des banquets. Politique et symbolique d'une génération (1818-1848)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2010; Emmanuel Fureix, *La France des larmes. Deuils politiques à l'âge romantique (1814-1840)*, Paris, Champ Vallon, 2009.

14. Alphonse Taillandier, « Discours sur la correspondance étrangère », *Bulletin de la Société pour l'instruction élémentaire*, n° 5, mai 1829, p. 94.

15. Sur Gérando cf. Jean-Luc Chappey, Carole Christen, Igor Moullier [dir.], *Joseph-Marie de Gérando (1772-1842). Connaître et réformer la société*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. Carnot, 2014.

16. Joseph-Marie de Gérando, « Rapport général des travaux du conseil d'administration », *Journal d'éducation*, n° VII et VIII, avril et mai 1827, p. 166.

17. Cette société est d'abord nommée *Society for Promoting the Lancasterian System for the*

la SIE un partenaire privilégié et un modèle à imiter. Gérando manifeste sa « reconnaissance » envers cette société qui est « à la tête de ce beau mouvement imprimé chez les nations les plus éclairées, pour répandre les bienfaits de l'instruction partout où ils manquent encore »¹⁸. Fondée à Londres en 1808 par Joseph Fox, William Allen et Samuel Whitbread, cette société non conformiste est le fer de lance de la diffusion de l'enseignement mutuel tel qu'il a été théorisé par le quaker Joseph Lancaster¹⁹. En Angleterre, la BFSS est alors en concurrence avec une société anglicane, la *National Society for Promoting the Education of the Poor*. Cette dernière soutient quant à elle la méthode mutuelle du pasteur anglican Andrew Bell, qui l'élabora dans un orphelinat à Madras en Inde²⁰. Alors que les écoles soutenues par la *National Society* sont sous le contrôle du clergé anglican, les établissements de Lancaster promeuvent la tolérance religieuse, ce qui contribue à expliquer la préférence de la SIE pour la BFSS²¹.

La SIE conçoit la méthode lancastrienne comme une alternative à l'enseignement dit « simultané » promu par les congrégations en France, notamment par les frères des Écoles chrétiennes. Il suppose que le maître enseigne simultanément à l'ensemble de la classe. La méthode mutuelle implique au contraire que le maître soit assisté par des élèves moniteurs qui relayent auprès de leurs camarades les consignes et leur enseignent ce qu'ils ont déjà acquis. Elle est définie dans le bulletin de la SIE comme une « méthode simple, morale, économe de temps et d'argent », permettant que « l'universalité tant souhaitée de l'éducation primaire [puisse] passer enfin de la théorie dans la pratique »²². L'enseignement mutuel est vanté pour sa capacité à faire progresser les élèves de manière spectaculaire : « c'est encore un fait avéré que l'enseignement mutuel est plus rapide que celui qu'on donne ailleurs, et qu'en deux années un enfant d'une intelligence ordinaire peut apprendre à lire, écrire, compter et dessiner, ce qui, par d'autres procédés, exigerait quatre à cinq ans d'études assidues »²³. Parce qu'elle encourage le goût du travail et suppose une gestion collective de l'autorité par les élèves, la méthode mutuelle est aussi censée favoriser l'apprentissage par les enfants pauvres de la discipline.

Education of the Poor avant de prendre le nom de *British and Foreign School Society for the Education of the Labouring and Manufacturing Classes of Society of Every Religious Persuasion* en 1814.

18. Joseph-Marie de Gérando, « Rapport général des travaux du conseil d'administration depuis la séance générale du 5 avril 1826 », *loc. cit.*, p. 165-166.

19. Né en 1778 à Southwark, Joseph Lancaster ouvre sa première école en 1798. Elle suscite peu à peu l'engouement d'une partie de l'élite sociale anglaise et reçoit, en 1805, le soutien officiel du roi Georges III.

20. Né en 1753 à Saint-Andrew en Écosse, Andrew Bell tire de son expérience pédagogique à Madras l'ouvrage suivant : *An experiment in education, made at the male asylum of Madras*, London, Cadell and Davies, 1797.

21. Michel Chalopin, *L'enseignement mutuel en Bretagne. Quand les écoliers bretons faisaient la classe*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011, p. 20.

22. Charles Renouard, « Discours à la séance du 15 mai 1829 », *loc. cit.*, p. 81.

23. Louis-Benjamin Francoeur, « Rapport général », *Bulletin de la Société pour l'instruction élémentaire*, n° 53, mai 1833, p. 157.

En cela, elle est perçue par les philanthropes français et anglais comme un remède social capable de soigner les pauvres de leurs « vices » moraux²⁴.

Dès 1814, le préfet de la Seine Chabrol, qui est favorable à la diffusion de l'enseignement mutuel en France, charge le comte de Laborde²⁵ d'établir des premiers contacts avec la BFSS. De même, Jean-Baptiste Say et Jomard, futurs membres de la SIE, sont envoyés à cet effet en Angleterre par le ministre de l'Intérieur Montesquiou. En 1815, les philanthropes de la SIE visitent leurs homologues anglais de la BFSS qui viennent à leur tour en France expliquer le fonctionnement de leur société²⁶. Un instituteur venu de Londres, nommé Martin, vient à Paris former une première génération d'élèves moniteurs. Ce lien étroit avec des philanthropes anglais alimente les critiques du clergé français qui accusent la SIE d'être une officine protestante voulant saper l'influence de l'Église catholique auprès du peuple²⁷. Grand défenseur des frères des Écoles chrétiennes, Félicité de Lamennais produit, comme son frère Jean-Marie de la Mennais, une critique acerbe de la méthode anglaise jugée « dangereuse pour la religion et les mœurs », soumettant les élèves à « une sorte de mécanisme uniforme » et encourageant « l'instinct du matérialisme »²⁸. En dépit de ces critiques, la SIE continue d'échanger ses bulletins avec la BFSS et publie à plusieurs reprises dans son organe de presse les comptes rendus des assemblées générales de la société anglaise²⁹.

La SIE tisse aussi progressivement des liens avec d'autres sociétés philanthropiques. Au début de la monarchie de Juillet, elle dresse une liste de quinze sociétés en correspondance avec elle³⁰. Ces sociétés sont principalement issues du nord de l'Europe, de Suisse, mais aussi du Grand-Duché de Toscane qui constitue le seul État d'Europe méridionale développant l'enseignement mutuel. Le réseau de la SIE va aussi au-delà des frontières européennes puisqu'elle s'associe à la Société philanthropique de Bogota en Colombie et au Comité des livres populaires de Calcutta.

24. Caroline Fayolle, « Gérando et l'éducation du peuple. Rationaliser le savoir pédagogique pour moraliser les pauvres », in Jean-Luc Chappey, Carole Christen, Igor Moullier [dir.], *Joseph-Marie de Gérando...*, op. cit., p. 195-206.

25. Sous la Restauration, le marquis Alexandre de Laborde (1773-1842) est un représentant du parti libéral. Il est élu député du collège de département de la Seine en 1822, puis en 1827.

26. « Notice historique et sommaire. Sur l'origine et la formation de la Société pour l'enseignement élémentaire », *Journal d'éducation*, n° 1, octobre 1815, p. 5.

27. Cette idée se retrouve par exemple dans la brochure de Jean-Marie de la Mennais : *De l'Enseignement mutuel*, Saint-Brieuc, 1819, p. 3. Sur les liens noués entre la SIE et les protestants, cf. Patrick Cabanel, « De l'école protestante à la laïcité. La Société pour l'encouragement de l'instruction primaire parmi les protestants de France (1829-années 1880) », *Histoire de l'éducation*, n° 110, 2006, p. 53-90.

28. Cité dans Pierre Perrin, *Les idées pédagogiques de Jean-Marie de la Mennais, 1780-1860*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2000, p. 155-159.

29. Le *Journal d'éducation* retranscrit des discours prononcés aux assemblées de la BFSS. Cf. par exemple, le numéro d'août 1827 (p. 266).

30. « Liste des sociétés pour l'enseignement primaire », *Bulletin de la Société pour l'instruction élémentaire*, n° 43, juillet 1832, p. 245.

Un réseau de correspondants étrangers

Parallèlement à ce réseau de sociétés philanthropiques, la SIE constitue également un réseau de pédagogues européens. Elle prévoit dans son règlement de décerner des « diplômes de membres associés » à des savants étrangers³¹. Lors de sa première assemblée générale, le 17 juin 1815, est dressée une première liste de 23 associés étrangers³². À l'exception de l'homme politique grec Capo d'Istria, les correspondants étrangers proviennent des espaces européens que la SIE juge à la pointe du mouvement de réforme pédagogique : le Royaume-Uni, les cantons suisses et les États allemands. Une des ambitions de la SIE est en effet initialement de produire une « synthèse » des expériences éducatives menées dans ces différents pays³³. Ce réseau de correspondants est structuré, à l'image de la SIE, en trois pôles principaux. Le pôle le plus important est celui des pédagogues. On y retrouve les pédagogues suisses Fellenberg et Pestalozzi, le Genevois Charles Pictet-de-Rochemont, l'Allemand Niemeyer et bien sûr le docteur Andrew Bell et Joseph Lancaster. Le deuxième pôle est constitué par les philanthropes parmi lesquels on retrouve avant tout les protecteurs de Lancaster (les ducs de Kent et de Sussex, le duc de Bedford ou encore le quaker William Allen). Enfin, un troisième pôle rassemble des savants comme le naturaliste Joseph Banks ou le chimiste Richard Chenevix.

L'organisation de ce réseau de correspondants s'assouplit avec le temps pour évoluer au gré des rencontres effectuées par les membres de la SIE. Ces derniers entretiennent des liens étroits avec le Chevalier d'Abrahamson, aide-camp du roi du Danemark, décrit comme un « philanthrope éclairé »³⁴. Ce dernier envoie fréquemment des lettres à la SIE concernant l'état de l'éducation mutuelle au Danemark et met à sa disposition du matériel scolaire. Il assiste également à des séances de la SIE et est invité à siéger au Conseil en novembre 1829. En 1828-1829, dans le contexte de la guerre d'indépendance grecque, le bureau de la SIE affirme sa solidarité avec la Grèce. Pour aider le « réveil intellectuel de cette terre à laquelle doit tant la civilisation européenne »³⁵, elle noue une correspondance avec le gouvernement grec à qui elle envoie « six collections complètes de livres et d'objets nécessaires aux écoles »³⁶.

31. « Règlement de la Société pour l'Enseignement élémentaire », art. 7, *Journal d'éducation*, n° 1, octobre 1815, p. 34.

32. *Ibidem*, p. 47. Liste complète des associés étrangers : Les ducs de Kent, de Sussex. Messieurs Allen, Banks, de Bedford, Bell, Bennett, Campe, Capo-d'Istria, Chenevix, Fellenberg, Fox, Gutschmuts, Lancaster, Niderer, Niemeyer, Pestalozzi, Pictet, Schaw, Schwabe, Schmidy, Voght, Whitebread.

33. Joseph-Marie de Gérando, « Rapport à la Société pour l'Enseignement sur le projet de Règlement », *Journal d'éducation*, n° 1, octobre 1815, p. 25.

34. Alphonse Taillandier, « Discours sur la correspondance étrangère », *loc. cit.*, p. 101.

35. *Ibidem*, p. 97.

36. *Ibidem*. Sur les liens entre éducation et philhellénisme cf. Denys Barau, « La dimension éducative du mouvement philhellène », *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, n° 39, 2009, p. 79-94.

Cet exemple de solidarité ne doit pas pour autant faire oublier la mise en concurrence des nations européennes dans le développement de l'« éducation universelle ». Pour Alphonse Taillandier, « heureux le jour où la France tiendra le premier rang parmi les nations du monde les plus avancées dans la carrière de l'instruction populaire! »³⁷. Les résistances à la méthode mutuelle qui s'observent dans les pays du sud de l'Europe sont interprétées comme étant le résultat d'un « retard » de ces nations dans le processus de « civilisation » dû notamment au pouvoir jugé trop prépondérant de l'Église au sein de ces sociétés. Ce retard vient justifier une absence de lien entre la SIE et ces pays : « Que pourrions-nous vous dire, messieurs, de l'Espagne et du Portugal? Nous nous occupons de civilisation, de lumière, d'enseignement; vous comprendrez facilement que nous n'avons aucune relation avec ces malheureuses contrées »³⁸. Pourtant, le gouvernement du roi du Portugal Jean VI est lui aussi intéressé par l'enseignement mutuel et charge un de ses ressortissants, Jean-Baptiste de Queiros, d'aller en Europe se renseigner sur cette méthode pour ensuite l'expérimenter au Brésil³⁹.

LES VOYAGES D'OBSERVATION PÉDAGOGIQUE

Perfectionner l'enseignement mutuel. Les voyages en Angleterre

Si la SIE se conçoit comme un lieu d'accueil des voyageurs, ses membres n'hésitent pas également à franchir les frontières pour observer des écoles étrangères. C'est naturellement dans les écoles mutuelles anglaises qu'ils vont organiser leurs premières visites pédagogiques. En 1815, Alexandre de Laborde tire un ouvrage de ses observations des écoles de Bell et de Lancaster⁴⁰. La Rochefoucauld-Liancourt entreprend quant à lui de traduire les écrits de Lancaster. Ces transferts de savoirs pédagogiques entre la France et l'Angleterre permettent la multiplication à Paris, puis en province, d'écoles mutuelles destinées aux enfants pauvres des deux sexes dont certaines sont fondées ou soutenues financièrement par la SIE⁴¹. Cette dernière fait acheminer en France du matériel d'Angleterre, notamment des tableaux réalisés par Lancaster.

Par la suite, des membres de la SIE continuent à effectuer des voyages en Angleterre afin de comparer les écoles mutuelles anglaises et françaises. Ce

37. Alphonse Taillandier, « Discours sur la correspondance étrangère », *loc. cit.*, p. 101.

38. *Ibidem*, p. 96-97.

39. Arch. nat., F⁷ 6731, fiche de police sur Jean-Baptiste de Queiros (mars 1823).

40. Alexandre de Laborde, *Plan d'éducation pour les enfants pauvres, d'après les deux méthodes combinées du docteur Bell et de M. Lancaster*, Paris, H. Nicolle, 1815.

41. Le projet de la première école lancastrienne créée par la SIE a été présenté par Gérando devant la Commission de l'instruction publique le 27 décembre 1815 : Arch. nat., F^{17*} 1759. En 1819, on recense environ 900 écoles mutuelles en France. Cf. Raymond Tronchot, *L'enseignement mutuel en France de 1815 à 1833, les luttes politiques et religieuses autour de la question scolaire*, thèse de doctorat d'État ès lettres sous la direction de Louis Girard, Université de Lille, 1973.

travail comparatif traduit la volonté de stimuler par l'émulation les enseignants français et de leur permettre de s'approprier cette méthode étrangère. Ainsi, le docteur Herpin, membre des « comités des méthodes et d'inspection » et du « comité des maîtres » de la SIE, effectue en 1829 une visite de l'école-modèle d'enseignement mutuel à Londres. Selon Herpin, cette dernière ne « cède en aucune manière à nos meilleures écoles de Paris, soit sous le rapport du local et de sa disposition, soit sous celui de la bonne tenue des enfants et de leur instruction »⁴². Pour autant, Herpin reconnaît la supériorité des écoles britanniques sur un point : « le maître leur parle comme à des hommes ou plutôt comme à des amis ; ils ont tous un air d'aisance et de bien-être qui annonce qu'ils sont heureux et contents. J'avoue avec regret que nos écoles laissent encore beaucoup à désirer sous ce rapport »⁴³. L'enseignement mutuel vise en effet idéalement à refonder la relation pédagogique en instaurant plus d'égalité entre le professeur et les enfants. La visite d'Herpin à Londres est aussi pour lui l'occasion de prolonger une réflexion sur un exercice spécifique nommé la « lecture de mémoire ». D'abord réticent à cet exercice, son observation de l'école londonienne le fait changer d'avis. Il cherche alors à s'inspirer de la manière dont l'instituteur anglais le met en œuvre. Comme en témoigne cet exemple, l'enjeu des visites est de puiser dans ces expérimentations étrangères des éléments propres à améliorer les pratiques scolaires en France et de perfectionner « par tâtonnement » la pédagogie conçue comme un savoir en perpétuel renouvellement.

Deux passeurs des pédagogies nouvelles :
Marc-Antoine Jullien et Charles-Philibert de Lasteyrie

Si l'enseignement mutuel est au cœur des préoccupations de la SIE, celle-ci cherche à réformer les écoles françaises en s'inspirant de l'ensemble des nouvelles méthodes éducatives qui se multiplient depuis la fin du XVIII^e siècle en Europe. Deux de ses membres vont particulièrement jouer le rôle de passeurs de ces pédagogies parfois iconoclastes : Marc-Antoine Jullien et Charles-Philibert de Lasteyrie. Comme l'enseignement mutuel, les méthodes observées promeuvent une transmission horizontale des connaissances et associent l'apprenant à l'élaboration du savoir.

Fils du conventionnel Jullien de la Drôme, Marc-Antoine Jullien a tenu un rôle politique pendant la Révolution, en dépit de son jeune âge à cette période⁴⁴. Sous le Directoire, il mène des activités de journaliste et devient membre du Club du Panthéon. D'abord soutien puis opposant à Bonaparte, il est emprisonné en 1813. Passionné de pédagogie, Jullien est sous la Restauration un membre actif de la SIE et fonde en 1819 *La Revue encyclo-*

42. Jean-Charles Herpin, « Notes sur les écoles d'Angleterre », *Bulletin de la Société pour l'instruction élémentaire*, n° 11, novembre 1829, p. 218.

43. *Ibidem*.

44. Sur le parcours politique de Marc-Antoine Jullien (1775-1848) cf. Eugenio Di Rienzo, *Marc-Antoine Jullien de Paris (1789-1848), una biografia politica*, Napoli, Guida, 1999.

pédique, périodique traitant de la littérature, des sciences et des arts où il développe ses réflexions sur l'éducation. Cette revue s'inscrit dans le projet d'« éducation universelle » de la SIE puisqu'elle aspire, elle aussi, à réunir des savants et des lettrés du monde entier afin d'accélérer les progrès de la « civilisation »⁴⁵. Marc-Antoine Jullien voyage régulièrement en Suisse qu'il considère comme le « foyer d'éducation européenne »⁴⁶. Il est en premier lieu un grand admirateur de la pensée de Pestalozzi dont il est un des principaux introducteurs en France⁴⁷. Il entretient avec le pédagogue républicain suisse une correspondance et visite son établissement à Yverdon. Pour Jullien, l'originalité de la méthode de Pestalozzi, qui s'inspire de Rousseau, consiste à fonder l'apprentissage sur la notion d'intuition. Elle implique de renverser le rapport pédagogique : il s'agit pour l'enseignant, non pas de diriger l'enfant, mais au contraire de se laisser guider par lui⁴⁸. Jullien s'intéresse également à l'expérience pédagogique menée par le suisse Fellenberg qui associe à l'instruction intellectuelle une éducation manuelle. Il visite les Instituts formés par ce dernier à Hofwil près de Berne notamment l'école d'industrie destinée aux enfants des classes laborieuses⁴⁹. Afin de diffuser en France la méthode de Fellenberg, Jullien préconise d'envoyer pendant un an dans ses Instituts des jeunes gens destinés aux fonctions d'instituteur primaire.

Pour Marc-Antoine Jullien, le seul pédagogue de « réputation européenne » qui soit en capacité de rivaliser avec les éducateurs suisses est Robert Owen⁵⁰. Philanthrope réformateur et théoricien socialiste, Owen cherche à améliorer les conditions de vie ouvrières dans ses usines de coton de New Lanark en Écosse⁵¹. Dans cette optique, il crée en 1816 l'*Infant School* destinée aux enfants d'ouvriers. Jullien visite en 1822 les écoles de New Lanark. Son récit de voyage témoigne d'une volonté de donner une forme de scientificité à son observation. En cela, son projet fait écho à la quête d'objectiva-

45. Sur cette revue cf. Barbara Revelli, « Presse périodique, intellectuels et opinion publique sous la Restauration. *La Revue encyclopédique (1819-1831)* », in Wladimir Berelowitch, Michel Porret [dir.], *Réseaux de l'esprit en Europe. Des Lumières au XIX^e siècle*, Genève, Droz, 2009, p. 217-233 ; Jean-Luc Chappey, « Penser les progrès de la civilisation européenne sous la Restauration : Marc-Antoine Jullien et la Revue encyclopédique (1819-1831) », in Jean-Claude Caron, Jean-Philippe Luis [dir.], *Rien appris, rien oublié ? Les Restaurations dans l'Europe postnapoléonienne (1814-1830)*, Rennes, PUR, 2015, p. 143-155.

46. Marc-Antoine Jullien, « Sur les établissements d'éducation de M. de Fellenberg, établis à Hofwill, auprès de Berne », *Journal d'éducation*, n° 2, novembre 1816, p. 90.

47. Marie-Claude Delieuvain, *Marc-Antoine Jullien, de Paris, 1775-1848. Théoriser et organiser l'éducation*, Paris, L'Harmattan, 2003. Sur le parcours de Pestalozzi et son projet de « république vertueuse », cf. Daniel Tröhler, *Pestalozzi*, Lausanne, Éditions Antipodes, 2016.

48. Marc-Antoine Jullien, *Esprit de la méthode d'éducation de Pestalozzi, suivie et pratiquée dans l'Institut d'éducation d'Yverdon, en Suisse*, Milan, Imprimerie royale, 1812.

49. Marc-Antoine Jullien, « Précis sur les Instituts d'éducation de M. de Fellenberg », *loc. cit.*, p. 73-91.

50. Marc-Antoine Jullien, « Notice sur la colonie industrielle de New Lanark, en Écosse, fondée par M. Robert Owen », *Revue encyclopédique, ou analyse raisonnée des productions les plus remarquables dans la littérature, les sciences et les arts*, 5^e année, tome XVIII, Paris, avril 1823, p. 5-25.

51. Sur l'utopie d'Owen cf. les travaux d'Ophélie Siméon, notamment : *De l'usine à l'utopie, New Lanark 1785-1825. Histoire d'un village ouvrier "modèle"*, thèse de doctorat en études anglophones, sous la direction de Neil Davie, Univ. Lyon 2, 2013.

tion scientifique des premières enquêtes sociales⁵² et des récits des « voyageurs savants » du tournant du XIX^e siècle qui insistent également sur la nécessité de faire un compte-rendu neutre d'observations recueillies sur le terrain⁵³. Pour Marc-Antoine Jullien, l'enjeu à terme est d'établir une « science de l'éducation »⁵⁴. Le projet d'« éducation universelle » est intrinsèquement lié à celui de la constitution de la pédagogie comme science : en effet, « pour que la science de l'éducation se soutienne, s'étende et se perfectionne, elle a besoin, comme les autres sciences, que plusieurs nations à la fois s'y attachent et le cultivent »⁵⁵. Dans le récit de son voyage à New Lanark, Jullien insiste sur l'objectivité de son regard ainsi que sur celui de son compagnon de voyage : « J'avais pour compagnon de voyage un Français [...], d'un caractère froid, d'un sens profond, observateur judicieux, également incapable de se laisser prévenir en bien ou en mal, déterminé, comme je l'étais, à ne former son opinion qu'après avoir vu par lui-même, et sur les lieux, l'institution que nous désirions connaître et apprécier »⁵⁶. Par la suite Jullien prend soin de décrire de manière minutieuse tout ce qu'il examine : l'architecture des manufactures et des écoles, le contenu des bibliothèques et les exercices effectués en classe. Il précise : « Pendant que M. Owen me développe ainsi sa théorie, et que je prends des notes au crayon pour conserver un souvenir fidèle de nos entretiens, nous parcourons sa colonie »⁵⁷. Ainsi, la description « objective » de l'expérimentation éducative et une retranscription « fidèle » des entretiens apparaissent-elles sous la plume de Jullien comme les premiers jalons d'une méthode d'observation au fondement de la « science de l'éducation »⁵⁸.

Tout comme Jullien, le comte Charles-Philibert de Lasteyrie⁵⁹ est un promoteur de la méthode d'Owen dont il traduit un ouvrage en 1819⁶⁰. Co-fondateur de la SIE, ce proche de Lafayette est également à l'origine de la Société des méthodes pour l'instruction élémentaire qui s'est formée à Paris « pour rechercher, éprouver et propager les meilleures méthodes d'éducation et d'instruction »⁶¹. Il est également un des rédacteurs du *Journal d'éduca-*

52. Dominique Kalifa, « Enquête et “culture de l'enquête” au XIX^e siècle », *Romantisme*, n° 149, 2010, p. 3-23.

53. Sylvain Venayre, *Panorama du voyage, 1780-1920. Mots, figures, pratiques*, Paris, Les Belles Lettres, 2012, p. 215-250.

54. Marc-Antoine Jullien, *Esquisse et vues préliminaires d'un ouvrage sur l'éducation comparée*, Paris, L. Colas, 1817, p. 13.

55. *Ibidem*, p. 9.

56. Marc-Antoine Jullien, « Notice sur la colonie industrielle de New Lanark », *loc. cit.*, p. 9.

57. *Ibidem*, p. 12.

58. Il est à noter que François Guizot, dans sa « Circulaire adressée à MM. les Recteurs relativement à l'inspection générale des écoles primaires » (28 juillet 1833), préconise également une observation directe des expériences éducatives.

59. Le philanthrope Charles de Lasteyrie (1759-1849), proche de la nébuleuse libérale, a réalisé plusieurs travaux sur l'agronomie et la pédagogie; cf. l'article qui lui est consacré dans : Ferdinand Buisson, *Nouveau dictionnaire de pédagogie et d'instruction primaire* (1911), en ligne sur le site de l'INRP.

60. *Institutions pour améliorer le caractère moral du peuple, ou Adresse aux habitants de New Lanark*, traduit de l'anglais sur la 3^e édition par M. le comte de L. [Lasteyrie], Paris, Colas, 1819.

61. Cette filiale de la SIE a été reconnue d'utilité publique en 1831 par ordonnance royale. Arch. nat., F¹⁷ 12527.

tion et d'instruction pour les personnes des deux sexes dont le premier numéro paraît en avril 1828. L'intérêt de Lasteyrie pour Owen est notamment lié à la question de l'éducation de la petite enfance⁶². Il fait en 1828 un compte rendu enthousiaste de son voyage dans les écoles de New Lanark où les enseignants s'appuient sur des expériences concrètes de la vie quotidienne et préconisent un apprentissage à partir d'images et d'objets⁶³. Pour Lasteyrie, la pédagogie d'Owen s'oppose radicalement à celle utilisée par les congrégations dans le sens où elle encourage l'intuition sensible et le penchant « naturel » des enfants à la connaissance. Ce qui suppose de rompre avec des exercices contraignants comme l'apprentissage par cœur utilisé dans les écoles congréganistes⁶⁴. Le voyage de Lasteyrie à New Lanark le convainc qu'il est possible de permettre aux jeunes enfants de moins de six ans d'acquérir des éléments d'astronomie, de géométrie, ou encore d'histoire naturelle. Il conçoit que « ces vues sont peut-être trop nouvelles pour qu'elles puissent être saisies et approuvées par tous les esprits »⁶⁵. Néanmoins, il estime qu'il est « utile de les répandre; car elles doivent produire tôt ou tard des avantages inappréciables, et donner naissance à un genre de civilisation plus conforme aux besoins et aux destinées de l'espèce humaine »⁶⁶.

Une autre « découverte » pédagogique est aussi, selon Lasteyrie, « un pas immense fait dans la civilisation et le bonheur de l'espèce humaine »⁶⁷. Il s'agit de la méthode élaborée en 1818 par Joseph Jacotot, français exilé à Louvain, dénommée « Enseignement universel » car elle est censée s'appliquer à tout type d'apprentissage. Défendant le principe de l'« égalité des intelligences », Jacotot prône l'« émancipation intellectuelle » qui consiste à faire prendre conscience à l'individu qu'il est capable d'apprendre par lui-même, sans « maître explicateur »⁶⁸. Le rôle du professeur se limite à donner de la motivation à l'apprenant. Cette critique de la transmission verticale du savoir qui s'opère dans le système scolaire traditionnel, suscite l'intérêt de Jullien et de Lasteyrie. Ce dernier se rend en 1829 à Louvain pour rencontrer Jacotot et observer les établissements qui pratiquent sa méthode. Ce voyage donne lieu à un ouvrage qui célèbre les résultats jugés spectaculaires de l'« Enseignement universel » pour les enfants des deux sexes. Lasteyrie estime qu'un des grands avantages de cette méthode est « qu'elle peut être mise en pratique par ceux même qui ne possèdent pas les connaissances qu'ils désirent transmettre

62. Sur la genèse de l'école maternelle cf. Jean-Noël Luc, *L'invention du jeune enfant au XIX^e siècle : de la salle d'asile à l'école maternelle*, Paris, Belin, 1997.

63. Marie Vergnon, « Robert Owen, James Buchanan et l'Infant School de New Lanark », *Recherches en éducation*, n° 17, octobre 2013, p. 149-161.

64. Charles-Philibert de Lasteyrie, « Écoles de la première enfance. Avantages de ces écoles », *Journal d'éducation et d'instruction pour les personnes des deux sexes*, n° 3, juin 1828, p. 104.

65. *Ibidem*, p. 106.

66. *Ibidem*, p. 106-107.

67. Charles-Philibert de Lasteyrie, *Résumé de la méthode de M. Jacotot*, Grenoble, Chez Prudhomme, libraire-éditeur, 1829, p. VIII.

68. Joseph Jacotot, « L'enseignement universel. Langue étrangère », texte reproduit dans Jean-François Garcia, *Jacotot*, Paris, PUF, 1997, p. 101-114.

aux autres»⁶⁹. En cela, elle est censée pouvoir pallier le manque d'écoles pour les pauvres sans nécessiter un investissement économique important.

Lasteyrie et Jullien, s'ils veulent retenir de ces différentes méthodes des procédés pédagogiques propres à réformer l'éducation, tendent à les dépolitiser. Ils minorent ainsi la portée contestataire de l'ordre social et politique qui pourrait découler de la théorie de l'égalité des intelligences défendue par Jacotot⁷⁰. De même, leurs récits d'observation n'insistent pas sur le caractère républicain de la méthode Pestalozzi ou sur le projet réformateur qui sous-tend la pensée éducative d'Owen. Plusieurs facteurs peuvent contribuer à l'expliquer. Tout d'abord, le projet de « science de l'éducation » implique de présenter les méthodes observées comme des « découvertes », fruits de l'avancée des Lumières et donc politiquement neutres. De plus, Jullien et Lasteyrie cherchent moins à restituer la singularité politique de ces méthodes, qu'à tenter de les rassembler au sein d'un arsenal pédagogique visant à infléchir le rapport de force qui oppose la SIE aux congrégations et à leurs alliés Ultras. Enfin, on peut également faire l'hypothèse que Lasteyrie et Jullien cherchent à limiter la portée critique de ces méthodes pour mieux emporter l'adhésion de l'ensemble des membres de la SIE qui compte dans ses rangs des philanthropes plus conservateurs. Cette hétérogénéité politique de la SIE peut aussi expliquer les tensions qui traversent le projet « civilisateur » de l'« éducation universelle ».

EXPORTER LES « BIENFAITS DE LA CIVILISATION »

À la fin des années 1820 et au début des années 1830, la SIE entreprend, non plus seulement d'imiter l'Angleterre, mais de rivaliser avec elle dans l'entreprise visant à répandre par le vecteur de l'école mutuelle les « bienfaits de la civilisation » dans les espaces extra-européens⁷¹. Ce projet révèle un apparent paradoxe : il suppose en effet à la fois une croyance en l'universalité du principe de perfectibilité (tout individu est susceptible de se perfectionner par l'instruction, quelle que soit son origine) et une hiérarchisation des peuples en fonction de l'état d'avancement des Lumières.

L'universalisme de la perfectibilité

Théorisé par les pédagogues et les théoriciens sensualistes du XVIII^e siècle, le principe de perfectibilité est au fondement de l'école républicaine pendant la Révolution française. Il implique la primauté de l'acquis sur l'inné et la

69. Charles-Philibert de Lasteyrie, *Résumé de la méthode de M. Jacotot*, op. cit., p. VIII.

70. Sur la portée politique de la pédagogie de Jacotot cf. Jacques Rancière, *Le Maître ignorant. Cinq leçons sur l'émancipation intellectuelle*, Paris, Fayard, 1987 ; Marc Derycke, Michel Peroni [dir.], *Figures du maître ignorant : savoir & émancipation*, Saint-Étienne, Publications de l'Université de Saint-Étienne, 2010.

71. Alphonse Taillandier, « Discours sur la correspondance étrangère », loc. cit., p. 99.

capacité de tous d'être perfectionnés par l'éducation. Cet héritage est revendiqué par les membres de la SIE, notamment par l'ancien jacobin Marc-Antoine Jullien qui place la notion de perfectibilité au cœur de son projet éducatif et politique⁷². La SIE s'oppose ainsi à l'idée que les facultés intellectuelles des individus puissent être déterminées en fonction de leur milieu social, de leur sexe⁷³ ou de leur « race ».

Suivant cette logique, la SIE reconnaît aux peuples de « couleur » la capacité de se perfectionner par l'éducation au même titre que les Européens. Ce principe de l'universalisme de la perfectibilité est aussi défendu par les philanthropes anglais de la *British and Foreign Schools Society*, notamment pour appuyer les revendications des abolitionnistes de l'esclavage dans les colonies. De même, Alphonse Taillandier retranscrit un témoignage relatif à une école mutuelle de filles hottentotes afin de prouver la capacité des peuples jugés « sauvages » d'être « civilisés » par l'instruction. Cette école, dirigée par un maître nommé Kobus, est décrite en ces termes : « On lisait sur le visage des jeunes filles chargées des fonctions de moniteurs, une sorte d'assurance ; elles paraissaient toutes fières de se voir plus savantes qu'aucune de celles dont elles dirigeaient la classe »⁷⁴. Taillandier compare alors cette école hottentote aux écoles-modèles mutuelles créées par la SIE pour les filles du peuple à Paris : « Ne vous semble-t-il pas, messieurs, en entendant ce récit, écouter un rapport de votre Comité d'inspection sur l'école de la Halle aux Draps ou sur celle de Popincourt ? Et cependant, c'est au Cap qu'il faut vous reporter par la pensée, si vous voulez savoir où l'école dirigée avec tant d'intelligence par Kobus est située »⁷⁵. Dans un contexte où les Hottentotes sont classées en bas de l'échelle humaine par des savants qui posent les fondements d'un racisme biologique⁷⁶, Taillandier vient au contraire appuyer l'idée selon laquelle l'éducation est capable d'effacer les barrières « raciales ». Cependant, pour Taillandier, comme pour la plupart des membres de la SIE, la reconnaissance de l'égalité des individus face à l'instruction n'implique pas celle de l'égalité entre les peuples dans la « marche du Progrès ».

72. Jean-Luc Chappey, « Penser les progrès de la civilisation européenne sous la Restauration : Marc-Antoine Jullien et la Revue encyclopédique (1819-1831) », *loc. cit.*, p. 151.

73. Sur la promotion des écoles de filles par la SIE, cf. Caroline Fayolle, « Les écoles pour filles du peuple de la *Société pour l'instruction élémentaire* : un laboratoire pédagogique sous la Restauration », in Carole Christen et Laurent Besse [dir.], *Histoire de l'éducation populaire, 1815-1945. Perspectives françaises et internationales*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2017, p. 159-169.

74. Alphonse Taillandier, « Discours sur la correspondance étrangère », *loc. cit.*, p. 100.

75. *Ibidem*.

76. Claude Blanckaert, « 1800 : le “moment naturaliste” des sciences de l'homme », *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*, n° 3, 2000, p. 117-160. Le racisme contre les hottentots est particulièrement exacerbé lors de l'affaire de la « Vénus hottentote », cf. Claude Blanckaert, *La Vénus hottentote entre Barnum et Muséum*, Paris, Publications scientifiques du Muséum national d'histoire naturelle, 2013.

Les degrés de « civilisation »

La définition du terme de civilisation est l'objet de dissensions au sein de la SIE. Pour Marc-Antoine Jullien, qui s'inscrit dans l'héritage de Condorcet, les progrès de la civilisation impliquent l'émancipation des peuples et des solidarités transnationales entre égaux⁷⁷. En revanche, la majorité des autres membres conçoivent le « degré de civilisation » comme un critère pour hiérarchiser les peuples. Ainsi la reconnaissance de l'universalisme de la perfectibilité n'empêche pas l'expression d'une condescendance vis-à-vis des peuples « à civiliser ». Dans le rapport de Jomard, on peut lire : « Ne doit-on pas [...] faire des efforts pour donner, avec le temps, quelques idées de civilisation, quelques principes d'ordre et de morale, de respect pour la dignité humaine, à ces pauvres Africains, par exemple, que nous forçons jadis et peut-être encore à présent, à nous vendre leurs enfants comme des bêtes de sommes ? »⁷⁸

Plus généralement, la notion d'échelle de civilisation vient nourrir des ambitions impérialistes au sein de la SIE. Ces dernières sont attisées par l'exemple des Anglais qui utilisent l'éducation comme un instrument de consolidation de l'empire colonial, ou encore par celui des Danois qui développent des écoles mutuelles dans leurs colonies d'Afrique. Il est à remarquer que les pays où la SIE souhaite importer les méthodes éducatives nouvelles sont généralement ceux où la France a exercé, ou souhaite exercer, une domination culturelle et politique. Ainsi Jomard, qui a pris part à l'expédition d'Égypte en 1798, « a profité de ses nombreuses relations avec l'Égypte pour envoyer dans ce pays la description de la méthode [mutuelle], qui y sera sans doute traduite en arabe et pour provoquer la formation d'une école modèle »⁷⁹. Alors que Lancaster œuvre à la diffusion de l'enseignement mutuel dans les Antilles, la SIE va aussi concentrer ses efforts sur Haïti, ancienne colonie française de Saint-Domingue qui a gagné son indépendance en 1804. Comme le souligne le *Journal d'éducation* en 1820, « il ne peut être indifférent pour nous que ce soient des écoles françaises ou d'autres qui s'établissent à Saint-Domingue »⁸⁰. Pour permettre le développement d'écoles mutuelles françaises dans l'ancienne colonie, la SIE accorde le statut de « correspondant étranger » à Jean-Pierre Boyer, président d'Haïti depuis 1818, ainsi qu'à son aide-de-camp Inginac et à son secrétaire particulier Eugène Seguy Villevalaix⁸¹. Ce dernier, qui avait noué des liens avec des membres de la SIE lors de ses études en France, exprime dans une lettre datée du 1^{er} août 1826 son honneur de faire partie d'une société « d'hommes aussi

77. Jean-Luc Chappey, « Penser les progrès de la civilisation européenne sous la Restauration : Marc-Antoine Jullien et la *Revue encyclopédique (1819-1831)* », *loc. cit.*, p. 151.

78. Edme François Jomard, « Rapport général sur la situation et les progrès de l'instruction élémentaire en France et à l'étranger », *loc. cit.*, p. 169.

79. Alphonse Taillandier, « Discours sur la correspondance étrangère », *loc. cit.*, p. 98.

80. « Haïti », *Journal d'éducation*, août 1820, p. 312.

81. Joseph-Marie de Gérando, « Rapport général des travaux du conseil d'administration depuis la séance générale du 5 avril 1826 », *op. cit.*, p. 160.

distingués»⁸². Le gouvernement haïtien envoie régulièrement des rapports sur le développement de l'instruction primaire sur l'île et reçoit des livres de la part de la SIE.

Cette dernière collabore également avec le ministère de la Marine et des Colonies pour développer des « établissements d'institution primaire dans les possessions françaises de l'Afrique »⁸³. C'est sur sa recommandation que l'instituteur Jean Dard est envoyé aux frais de ce ministère (qui a alors à sa tête François Joseph de Gratet) à Saint-Louis au Sénégal pour créer une école mutuelle⁸⁴. À la suite du débarquement de l'armée française à Sidi-Ferruch le 14 juin 1830, l'Algérie constitue enfin une région privilégiée où la SIE entend diffuser les Lumières : la création d'écoles à Alger est perçue, selon les mots de Jomard, comme « le moyen d'accélérer la colonisation, et d'augmenter notre influence et notre empire sur les esprits des populations maures et indigènes »⁸⁵. L'éducation civilisatrice apparaît ici, non plus comme une dynamique de progrès social, mais comme un instrument de domination sur les populations colonisées.

*

La Société pour l'instruction élémentaire constitue ainsi pendant la Restauration un pôle de la circulation transnationale des acteurs de l'éducation et des savoirs pédagogiques. Ses efforts pour réformer les écoles françaises par la diffusion de méthodes étrangères ont eu des effets concrets. C'est surtout l'enseignement mutuel qui connaît un certain succès. Après un important reflux lié à l'arrivée de Charles X au pouvoir et à l'ordonnance du 8 avril 1824 qui place les écoles sous l'autorité des évêques⁸⁶, on compte près de 2 000 écoles mutuelles en 1833⁸⁷. Reconnue établissement d'utilité publique par l'ordonnance royale du 29 avril 1831, la SIE place de grands espoirs dans l'avènement de la monarchie de Juillet. Pour autant, alors qu'elle est concurrencée par de nouvelles sociétés dédiées au développement des écoles du peuple⁸⁸, elle n'obtient pas le soutien espéré des autorités. Le ministre François Guizot, pourtant ancien membre de la SIE, prend ses distances avec cette dernière. Les directives des « Statuts sur les écoles primaires com-

82. « Lettre d'Eugène Seguy Villevalaix, secrétaire particulier de son Excellence le Président d'Haïti, au conseil d'administration, 1^{er} août 1826 », *Journal d'éducation*, octobre 1826, p. 20.

83. Alphonse Taillandier, « Discours sur la correspondance étrangère », *loc. cit.*, p. 101.

84. Raymond Tronchot, *L'enseignement mutuel en France...*, *op. cit.*, p. 348-349.

85. Edme François Jomard, « Rapport général sur la situation et les progrès de l'instruction élémentaire en France et à l'étranger », *loc. cit.*, p. 170. Sur le soutien de la SIE à des projets d'écoles de filles en Algérie, cf. Rebecca Rogers, *A Frenchwoman's Imperial Story. Madame Luce in Nineteenth-Century Algeria*, Stanford, Stanford University Press, 2013.

86. Arch. nat., F¹⁹ 361B : Bilan statistiques des évêques sur l'état des écoles, 1828.

87. René Grevet, *L'avènement de l'école contemporaine en France (1789-1835) : laïcisation et professionnalisation de la culture scolaire*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2001, p. 182.

88. Arch. nat., F^{17*} 380-383. Demandes d'autorisation de sociétés vouées au développement de l'éducation populaire, 1830-1833.

munales» du 25 avril 1834, qui font suite à la loi sur l'instruction publique de 1833, privilégient la méthode simultanée promue par les congrégations enseignantes.

En dépit de ce relatif échec, la SIE a porté pendant la période étudiée un projet d'«éducation universelle» qui témoigne des enjeux alors investis dans l'école par une partie de la nébuleuse libérale. La multiplication de nouvelles méthodes d'enseignement est perçue comme l'expression d'une révolution pédagogique européenne. Parce qu'elles sont censées être rationnelles et favoriser le perfectionnement des individus, ces nouvelles méthodes sont considérées comme des vecteurs du Progrès en France et dans le monde. De la diffusion de l'instruction est censée découler nécessairement une dynamique de civilisation qui s'apparente à un processus d'uniformisation culturelle. Pour autant, cette notion de civilisation est l'objet d'interprétations conflictuelles. Elle a ainsi autant nourri des collaborations et des solidarités transnationales que légitimé l'entreprise d'expansion impériale de la France. Sous ce dernier aspect, le projet d'«éducation universelle» de la SIE constitue un jalon pour explorer la genèse intellectuelle du projet «civilisateur» de l'école coloniale de la Troisième République.

Caroline Fayolle est maîtresse de conférences en histoire à l'université de Montpellier et rattachée au laboratoire LIRDEF